

jeudi 12 mars 2015

(Réf. : MIDI LIBRE 11 Mars 2015)

LES UNIONS LOCALES ET LES SYNDICATS FO DU GARD RHODANIEN sur le SUJET DU NUCLEAIRE ONT DEPUIS CINQUANTE ANS LE DISCOURS SUIVANT :

L'ETAT DOIT ÊTRE RESPONSABLE ET UNIQUE DECIDEUR DE LA POLITIQUE « MATIERE NUCLEAIRE »

L'ETAT DOIT ÊTRE LE GARANT DE LA SURETE ET DE LA SECURITE NUCLEAIRE,

- POUR TOUT LE PERSONNEL QUI TRAVAILLE DANS CE DOMAINE, CONDITIONS DE TRAVAIL, SANTE, ASPECT SOCIAL
- POUR LA PRESERVATION ET LA MODERNISATION DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS
- POUR LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES POPULATIONS DES BASSINS OU SEVIT LE NUCLEAIRE.

LA SPECULATION FINANCIERE ET LES OLIGARCHIES DE TOUS ORDRES SONT A ECARTER AU PROFIT D'INSTITUTIONS CERTIFIEES PAR L'ETAT, AFIN D'IMPOSER LES REGLES PROPRES A GARANTIR LES POINTS ENONCES CI DESSUS

AU SUJET DU GROUPE AREVA, DEPUIS AU MOINS VINGT ANS, FO RECLAME A GRANDS RENFORTS D'EXPERTISES UNE COHERENCE INDUSTRIELLE CAPABLE DE SERVIR LES INTERETS DU GROUPE ET LES STRATEGIES DE LA NATION, NON DES DESSEINS CAPITALISTIQUES EN PRIORITE.

LA CATASTROPHE ECONOMIQUE DANS LEQUEL AREVA EST PLONGEE MONTRE A QUEL POINT NOS ALERTES ETAIENT ET SONT FONDEES, EGALEMENT QUE LE RÔLE DE GARDE FOU DE L'ETAT N'A PAS AGI.

L'ETAT DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITES, NOTAMMENT PAR LE SOUTIEN AUX PILIERS QUI ASSURENT SON INDEPENDANCE ENERGETIQUE, AVEC COMME OBJECTIF DE REPOUDRE A TOUS NOS BESOINS EN ENERGIE, EN GARANTISSANT

AU SUJET DE MARCOULE, FO S'ÉPOUMONE DEPUIS 2005 POUR REDYNAMISER CE SITE INDUSTRIELLEMENT, FAISANT EN SORTE DE DEGAGER LE CEA DE MISSIONS QUI NE SONT PAS SIENNES ET LUI PERMETTRE DE REALISER SANS ENCOMBRES SES PROGRAMMES DE RECHERCHES.... EN ATTENDANT, UNE CRISE SOCIALE MAJEURE SE PROFILE A L'HORIZON 2016.

AUJOURD'HUI LE GROUPE AREVA EST INCAPABLE D'Y INVESTIR, MALGRE LA PRESENCE DE MARCHES RENTABLES, DU DEMANTELEMENT, DE LA GESTION DES DECHETS ; MARCHES QUI ONT UNE PLACE SUR LE SITE. AINSI L'ETAT DOIT FAIRE FACE A CETTE SITUATION, IL EST A L'ORIGINE DU PROBLEME, SON DEVOIR EST D'APPORTER DES SOLUTIONS RAPIDES...

FO Areva plaide pour une recapitalisation

Emploi | Après l'annonce du plan d'économies d'1 milliard d'euros.

Il ressort d'un communiqué publié après la rencontre de l'intersyndicale Areva le 5 mars dernier avec les ministres Bernard Cazeneuve et Emmanuel Macron, que FO, par la voix de son coordonnateur José Montes, pointe le rôle de l'État en tant que propriétaire : « Vous ne pouvez laisser Areva sans recapitalisation conséquente et immédiate. Vous ne pouvez vous comporter en spéculateur qui lâche sans scrupule ni responsabilité une affaire qui perd de l'argent. Vous ne pouvez vous laver les mains de la destruction sociale qui va suivre ». Le syndicat s'inquiète des conséquences sur l'emploi : « A ce jour, la seule certitude des annonces du bilan financier c'est que seuls les salariés sont mis à contribution de façon indubitable. Pour éviter des réactions fortes, on nous propose seulement d'étaler un peu dans le temps les mesures, mais soyez persuadés que réaction il y aura ».

« La recherche d'économies ne peut constituer une politique »

Et de rappeler que « depuis 2011, les salariés ont déjà payé un lourd tribut: deux gels de salaires, la suppression de 2 000 postes, la perte du système de préretraite et 1,2 milliard d'euros de cessions. Tout ça pour une situation pire avec 4,9 milliards de pertes aujourd'hui. La solution n'est évidemment pas là ».

Le syndicat affirme la conviction que « le moyen terme devrait nous guider tant les échéances du nucléaire sont longues et nous ne trouvons pas approprié de vouloir tout régler en trois ans sur le seul



■ Un plan d'économie peut avoir un impact sur la sûreté selon FO.

des salariés. La recherche d'économies ne peut constituer une politique. La dernière mesure annoncée de faire voyager "tout" le monde en seconde classe montre à l'évidence que l'étendue du problème n'est pas appréhendée. Sans intervention capitaliste pour remettre nos fonds propres consolidés à une hauteur significative et sans plan moyen terme (comme EDF qui prépare Cap 2030) nous nous retrouverons, ici même, l'année prochaine avec plus de problèmes ».

Enfin, le coordonnateur José Montes, a insisté auprès des ministres sur « l'obligation de l'État de garantir au maximum la sécurité et la santé des citoyens français. Obligation régalienne s'il en est et pour laquelle l'État investit beaucoup à travers par exemple Vigipirate. En effet, il ne suffit pas de façon incantatoire de dire que la sécurité et la sûreté ne seront pas impactées. C'est faux, par exemple qui peut croire que La Hague qui concentre l'équivalent de matières radioactives de 100 réacteurs, sera aussi sûre avec 500 personnes en moins? »

FO, comme la CGT, appelle à participer aux assemblées générales sur tous les sites du groupe, notamment sur le site de Marcoule.

Réforme des collectivités territoriales : Force Ouvrière prône l'union pour agir



■ Qu'enseignants et autres personnels des écoles marchent ensemble.

Le responsable syndical de l'union locale (UL) spiripontaine de Force Ouvrière, Mustafa Ben Abbès recevait le syndicat SNUDI FO (Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public FO), avec ses homologues des UL, Jacques Massador de Bagnols-sur-Cèze, Stéphane Coustillac, de Villeneuve-lès-Avignon, et des enseignantes de l'école maternelle Jules-Ferry. Il explique : « *Le but de cette action est d'essayer de resserrer les liens de tous les professionnels de l'enseignement et de ceux affectés à la logistique scolaire, soit qu'ils dépendent de la mairie, soit de la communauté d'agglomération.* » L'idée est partie du constat que les enseignants et les agents territoriaux, notamment dans les maternelles, mais aussi aux primaires, se rejetaient assez souvent les pierres.

« *Je fais votre travail* » ou « *vous êtes comme nous, responsables de ce qui se passe dans l'école* », cite Jacques Massador.

« *Notre analyse, indique le responsable de l'UL spiripontaine, c'est que ce sont les diminutions de moyens qui obligent enseignants et personnels des mairies à fournir toujours plus de travail* ».

« *En fait, inconsciemment ou forcé par les directions, on leur demande d'être la variable d'ajustement des coupes budgétaires de l'Éducation nationale et du secteur territorial par une qualité de travail toujours plus grande à exécuter sans regimber* », explique Stéphane Coustillac. Pour remédier à cela, constate Mustafa Ben Abbès, « *il faut regrouper nos énergies, combattre les vrais responsables et créer une stratégie qui mettra l'administration et la gouvernance devant l'incontournable évidence que réduire des dotations ne génère jamais une optimisation des fonctionnements* ».

Le syndicat FO va plus loin : « *Si notre volonté est de bloquer le système au sens de ce que FO souhaite pour le 9 avril, nous croyons une telle méthode efficace.* » Ainsi, c'est tout le corps de l'éducation qui sera gelé, avec l'impossibilité de mettre à l'opprobre quiconque et éviter toutes polémiques entre les spécialités, qu'elles soient en grève ou en arrêt, quels que soient les motifs.

Mustafa Ben Abbès conclut : « *Cette action aujourd'hui, nous permet de bien préparer la grève interprofessionnelle et la manifestation du jeudi 9 avril* ».

Corres. ML : 06 10 60 20 38.

LES UNIONS LOCALES ET LES SYNDICATS FO DU GARD RHODANIEN SUR LE SUJET DU SERVICE PUBLIC, NOTAMMENT L'ENSEIGNEMENT, CIBLENT LES VRAIS RESPONSABLES DU MARASME QUI FRAPPE TOUS LES ACTEURS DE L'HEXAGONE AFFECTES A L'ACCESSION AU SAVOIR DES JEUNES.

Le maître mot aujourd'hui est ECONOMIE ...???

La pression titanesque sur laquelle va s'abattre ce dictat est le SERVICE PUBLIC, DANS SA GLOBALITE....

QUI L'IMPOSE ???

LES PONTES DU CAPITAL, européens et mondiaux !

Qu'est ce que cela signifie au juste étrangler les Services Publics d'une NATION ?

En clair c'est partir sur un schéma social tel que :

**Moins de Savoir,
Moins de Santé,
Moins de Sécurité,
Moins de Justice**

**Moins de Dignité et de Droits dans la vieillesse,
Moins de Dignité et de Droits dans le Travail,
Moins d'Égalité,
Moins de LIBERTES....**

ALORS UNE QUESTION SIMPLE SE POSE :

A QUOI SERT UN GOUVERNEMENT QUI NE FAIT PAS SIENNES LES REGLES DE NOTRE CONSTITUTION ET N'ACURE DES D'EFFETS ANTI DEMOCRATIQUES QU'IL GENERE SUR LA SOCIETE QU'IL ENCADRE ?

Alors NON, nous ne nous battons pas les uns contre les autres, parce que nous manquons de moyens pour travailler correctement ! Nous voulons nous grouper, comme cela a été évoqué pour les enseignants et les personnels territoriaux de Pont Saint Esprit et de Bagnols sur Cèze, pour faire front contre

- Le plan d'austérité
- Le pacte de responsabilité
- Le pacte territorial
- Et contre la LOI MACRON
-

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS L'ACTION, LE 09 AVRIL 2015

